

DERNIER NETTOYAGE AVANT DÉCOLONISATION

1948-1960 : « état d'urgence » en Malaisie



En 1948, le Royaume-Uni entreprit d'éradiquer le Parti communiste malais avant de donner son indépendance à la colonie, de manière à pouvoir maintenir l'exploitation économique du pays sur une longue durée. Sur ce théâtre d'opération, la Couronne expérimenta les premières méthodes de contre-insurrection incluant le regroupement forcé des populations en « hameaux stratégiques » et la défoliation de la jungle. Un modèle qui inspira les États-Unis du Viêt-Nam à l'Irak.

page 2

L'Empire veut recruter des supplétifs

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Jaap de Hoop Scheffer se réjouit de la transformation de l'OTAN en un outil d'intervention pour préserver la stabilité mondiale. Il espère un déploiement de l'Organisation en Irak pour soulager le Pentagone de ce fardeau. De leur côté, Ian Bremmer et Nikolas Gvosdev imaginent que la Russie soit associée à l'Alliance. L'ennemi d'hier deviendrait alors une pièce maîtresse du dispositif impérial.

page 8

REPÈRE : 21 JUIN 1872

La justice privatisée des Molly Maguires

Au XIX^e siècle, un mouvement ouvrier puissant se développe aux États-Unis. Parmi le prolétariat immigré, les Irlandais sont tout en bas de l'échelle, considérés comme indisciplinés, violents et paresseux. Ils sont la cible quotidienne de violences policières et le patronat envoie les policiers privés de la société de détectives Pinkerton les terroriser dans leurs taudis. Pour se protéger, les ouvriers irlandais des mines de charbon de Pennsylvanie s'organisent en groupes d'autodéfense clandestins, les *Molly Maguires*. En 1872, quatre d'entre eux sont accusés d'avoir assassiné deux contremaîtres connus pour leur brutalité. Malgré une forte mobilisation populaire, ils sont pendus le 21 juin. Pour le juriste John P. Lavelle : « *L'affaire des Molly Maguire aura démontré l'abdication de l'État face aux intérêts privés. La justice a été privatisée. Une entreprise privée a diligenté l'enquête auprès de détectives privés. Une police privée a arrêté les hommes, des avocats privés ont plaidé et obtenu leur mort face à un juge financièrement soumis au Privé. L'État n'aura finalement fourni que la salle du tribunal et la corde pour les pendre.* » ■



RUSSIE : LES INDÉPENDANTISTES TCHÉTCHÈNES DÉSTABILISENT LES PROVINCES VOISINES

Les indépendantistes tchétchènes exportent la violence dans les provinces voisines. Lors d'un raid en Ingouchie, ils ont bloqué une vingtaine de positions simultanément faisant plus de soixante-dix morts, dont le ministre de l'Intérieur ingouche, Abukar Kostoyev. Dans le même temps, des tirs d'armes automatiques et des explosions de grenade ont été entendus dans la capitale du Daghestan, qui avait déjà été la cible d'une offensive des hommes de Bassaïev en 1999, déclenchant la deuxième guerre de Tchétchénie. Le ministre de la Défense russe, Igor Ivanov, a immédiatement tenté de minimiser les combats tout en déployant des forces anti-terroristes. Le futur président tchétchène, le pro-Fédération Alu Alkhanov, a affirmé qu'il disposait « d'éléments selon lesquels Bassaïev pourrait avoir planifié l'opération », avec l'accord du président tchétchène en exil, Aslan Maskhadov. Ce dernier a immédiatement démenti, tout en faisant préciser par son porte-parole en Europe, Akhmed Zakaïev, « que le conflit tchétchène s'étendrait au Caucase entier si la Russie n'y mettait pas fin ». Ces événements renforcent la pression sur Moscou alors que l'OTAN, qui se réunira la semaine prochaine à Istanbul, espère convaincre la Fédération de Russie de lui laisser accès à certaines de ses bases militaires. ■

Dernier nettoyage avant décolonisation

1948-1960 : « état d'urgence » en Malaisie

En 1948, le Royaume-Uni entreprit d'éradiquer le Parti communiste malais avant de donner son indépendance à la colonie, de manière à pouvoir maintenir l'exploitation économique du pays sur une longue durée. Sur ce théâtre d'opération, la Couronne expérimenta les premières méthodes de contre-insurrection incluant le regroupement forcé des populations en « *hameaux stratégiques* » et la défoliation de la jungle. Un modèle qui inspira les États-Unis du Viêt-Nam à l'Irak.



Capture par les forces britanniques d'un maquisard du Parti Communiste Malais.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Grande-Bretagne ruinée doit exploiter les ressources de ses colonies pour rétablir son économie, mais face aux mouvements de libération du tiers-monde et à la pression communiste, elle doit en même temps renoncer à son Empire.

Comme auparavant en Palestine, la Malaisie est en proie à une guérilla, face à laquelle le rôle du renseignement est primordial. Plus que d'une guerre contre le communisme, il s'agit avant tout d'une campagne de contre-insurrection destinée à préserver le monopole des intérêts britanniques sur l'exploitation du caoutchouc et de l'étain. Elle sera couronnée de succès en 1960, après l'écrasement de la guérilla par des méthodes dont s'inspireront la France en Algérie et les États-Unis au Viêt-Nam, permettant à la Grande-Bretagne de

poursuivre l'exploitation des ressources à son profit tout en accordant l'indépendance au pays.

Entre les deux guerres, les services de sécurité britanniques avaient réussi à infiltrer la plupart des partis communistes d'Asie du Sud-Est et avaient placé un agent d'origine vietnamienne, Lai Tek, en Malaisie. Ce réseau de surveillance était si efficace qu'il parvint notamment à capturer Hô Chi Minh et à le faire emprisonner pour un temps à Hong Kong. Lai Tek monta rapidement jusqu'au rang de secrétaire général du Parti communiste malaisien (PCM), qui dû se replier dans la jungle lors de l'invasion japonaise en 1941 pour mener une guérilla contre les occupants, avec le soutien du Special Operations Executive (SOE) de Sa Majesté et de l'amiral Lord Louis Mountbatten, commandant suprême des forces alliées en Asie du Sud-Est.

Lorsqu'en 1945, à l'issue d'une occupation de quatre ans, les Japonais sont chassés de Malaisie et la souveraineté britannique rétablie, Lai Tek continue d'imposer une ligne modérée au Parti. Mountbatten autorise la guérilla victorieuse à défilé dans les rues de Singapour, où il décore ses dirigeants, dont Chin Peng qui jouera plus tard un rôle important dans la lutte anti-coloniale. Pourtant le PCM échappe déjà largement au contrôle britannique. Ses cadres les plus jeunes et virulents ainsi que ses combattants les plus aguerris avaient entrepris de stocker des armes dans la jungle, prévoyant le moment où le colonisateur britannique ne serait plus un allié objectif contre l'envahisseur japonais, mais redeviendrait un adversaire. La démobilisation de la guérilla échoue donc en grande partie.

La période 1945-1947 est marquée par des mouvements syndicaux initiés par le PCM, dont les principaux dirigeants sont arrêtés par les services de sécurité malais (SSM), dirigés par le colonel John Dalley. Ce dernier adopte vite une attitude complaisante et minimise l'importance du mouvement en qualifiant ses instigateurs de simples « *bandits isolés* ». En mars 47, les services britanniques perdent leur espion Lai Tek : ses camarades découvrent qu'il travaillait...pour les Japonais. L'agent triple s'enfuit avec la caisse, avant d'être liquidé à Bangkok.

Les vrais mobiles de la contre-insurrection

Les études les plus récentes ont montré l'exagération, par les responsables britanniques de l'époque, puis par l'historiographie consensuelle, du rôle des instances communistes internationales dans la montée de l'insurrection malaisienne [1]. De fait, les facteurs et événements internes y ont certainement contribué de manière prépondérante.

En 1948, la Couronne britannique renfloue ses caisses en vendant les productions malaises aux États-Unis. Ceux-ci importent 727 000 tonnes de caoutchouc, dont 371 000 tonnes de Malaisie, et 158 000 tonnes d'étain dont seulement 3 000 tonnes ne proviennent pas de Malaisie. Pour eux, les importations de Malaisie dépassent en valeur la totalité des importations en provenance de la métropole britannique. À Londres, on est conscient que la perte de la Malaisie aurait des conséquences économiques désastreuses et qu'il vaut mieux sacrifier la Birmanie et l'Inde, plus prestigieuses, mais moins utiles.

Arthur Creech Jones, secrétaire d'État britannique aux colonies, s'adressant au Conseil des ministres (et non pas au Parlement), explique alors que la Malaisie est « *de loin la source la plus importante de dollars dans l'empire colonial et de sérieuses interférences dans les exportations malaisiennes aggraveraient considérablement l'équilibre face au dollar de toute la zone Sterling.* » [2]

Si la victoire des communistes chinois en 1949 avait certainement encouragé le PCM à redoubler d'efforts, ni la thèse du complot selon laquelle le Parti communiste soviétique aurait ordonné au PCM de prendre les armes lors de la conférence de Calcutta de février 1948, ni celle de l'influence directe des communistes chinois, ne sont réellement documentées. En revanche, l'année 1948 est celle de la promotion par le Royaume-Uni d'une constitution fédérale privilégiant les droits de la majorité malaise au détriment de la minorité chinoise qui représente 45 % de la population. La Chinoise de Malaisie se voient ainsi refuser la citoyenneté. Parallèlement, les grèves se multiplient et en réponse la répression s'intensifie. Des syndicats sont interdits, leurs dirigeants arrêtés et la presse de gauche est harcelée. Le pouvoir colonial proclame l'« *état d'urgence* », le 16 juin 1948, après l'assassinat de trois responsables de plantations européens par des commandos du PCM.

Outre les impératifs de communication, le terme « *état d'urgence* » est choisi par les communicants britanniques pour des raisons économiques : les dommages causés aux infrastructures de production de caoutchouc et d'étain étaient uniquement couverts par les compagnies d'assurance londoniennes en cas d'« *émeutes et de troubles civils dans une situation d'urgence* » [3]. Ce choix permit aussi de contourner les Conventions de Genève relatives aux crimes de guerre...

L'expérimentation d'un modèle de répression

Le 17 juillet, le PCM et plusieurs de ses organisations satellites sont interdits et plus d'un millier de militants arrêtés, mettant terme à toute avancée du droit du travail dans le pays. Les maquisards, qui recrutent principalement parmi la population chinoise et particulièrement le demi-million de « *squatters* » qui travaillent dans les mines d'étain et les plantations, comptent sur une force d'environ 7 000 hommes au début de l'insurrection.

Le Haut Commissaire de l'Empire en Malaisie, Gerald Templer, martèle que « *le noyau dur des communistes en armes de ce pays est fanatique ; il doit être et sera exterminé.* » [4].

La police coloniale demande au consul états-unien à Kuala Lumpur de lui fournir des armes, mais ce dernier refuse. Les Britanniques doivent donc se débrouiller et investir des sommes considérables pour tenter de venir à bout des maquisards : en octobre 1950, ils avaient mobilisé 21 régiments d'infanterie, deux régiments de blindés légers et une brigade de commandos totalisant près de 50 000 hommes. Par ailleurs, ils recourent à des frappes aériennes massives et souvent imprécises. On rapporte par exemple qu'en 1956 un campement fut bombardé à trois reprises, avec un total de plus de 300 tonnes de bombes, avant que le responsable de l'opération annonce son succès par la mort de « *4 terroristes* » [5]. On fait également appel à l'ancêtre de la bombe à fragmentation moderne, qui disperse des projectiles sur une surface équivalente

à celle d'un terrain de foot, semant la terreur parmi les populations civiles lorsqu'elles ont le malheur de se trouver dans le périmètre. En réponse, la guérilla mène des raids aussi furtifs que sanglants. Les soldats britanniques, saisis d'une paranoïa caractéristique des guerres de basse intensité, se livrent à de véritables massacres dans le cadre de compétitions entre unités dues à la publication des pertes infligées à l'ennemi.

Dans une tradition qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours [6], les Britanniques recrutent des escadrons de SAS du régime raciste de Rhodésie.

À Batang Kali, en décembre 1948, l'armée britannique massacre 24 Chinois avant de brûler le village. Le gouvernement déclare initialement que les villageois font partie de la guérilla, puis qu'ils tentaient de s'échapper, ce qui sera infirmé par la suite. Une enquête de Scotland Yard sur le massacre est classée par le gouvernement Heath en 1970 et depuis aucune enquête n'a fait la lumière sur cette opération [7]. Confrontées à l'impossibilité de ramener les corps des soldats abattus dans la jungle pour les identifier, les forces coloniales procèdent souvent à leur décapitation et ramènent leur tête, d'autant que leur contingent comprend des chasseurs de têtes Dyaks de Bornéo. En 1952 la photographie d'un membre des commandos de la marine tenant les têtes de deux rebelles suscite l'indignation de l'opinion publique. En privé, le Bureau des colonies remarque cyniquement qu'« *il ne fait aucun doute que selon les lois internationales, un cas similaire en temps de guerre serait un crime de guerre* » [8].



Le Haut Commissaire britannique en Malaisie, Gerald Templer.

C'est au cours de cette guerre que naît également la doctrine militaire des « *hameaux stratégiques* », ainsi qu'elle fut baptisée plus tard en Algérie et au Viêt-Nam. Elle consiste avant tout à déplacer les populations qui fournissent des renseignements et de la nourriture à l'ennemi, pour priver ce dernier de sa base logistique et le forcer à sortir de la jungle. Elle consiste aussi à infliger des punitions collectives à des villages dont les habitants sont soupçonnés d'aider les maquisards, en leur imposant des couvre-feux, en séquestrant les habitants et parfois même en les affamant par la réduction de leur ration de riz. Le plan initial, appelé « *Plan Briggs* », prévoyait le déplacement d'environ 500 000 habitants de villages retirés, la plupart d'origine chinoise, vers des nouveaux villages entourés de barbelés et étroitement surveillés. Il portera ses fruits dès 1951, affaiblissant significativement les forces insurgées.

Par ailleurs, 34 000 personnes seront incarcérées par les forces britanniques durant les huit premières années de l'« *état d'urgence* ».

La guerre de contre-insurrection en Malaisie inaugure aussi l'usage de

défoliants pour affamer les forces adverses, dégager les bords de routes et zones d'embuscades potentielles, avec les terribles conséquences pour la santé qui furent amplement documentées dans le cas du Viêt-Nam. Dans celui de la Malaisie, très peu de documents ont filtré à ce jour, mais on sait par exemple qu'entre juin et octobre 1952, 1250 hectares de terrain furent défoliés [9]. Autre innovation, en matière de lexicale cette fois : en 1952, un mémo du secrétaire à la Défense britannique stipulait que dorénavant les insurgés ne devaient plus être qualifiés de « *bandits* » car ce vocable était assimilé par la population à l'occupant nippon, qui qualifiait les résistants de manière identique. Il faudrait dire « *terroristes communistes* ».

Les moyens considérables engagés par le Royaume-Uni dans cette guerre, sous le prétexte officiel de la lutte contre le communisme, finirent par venir à bout de la guérilla. Forcée par le Plan Briggs à entreprendre des offensives désespérées, le PCM essayait des revers de plus en plus fréquents et ses membres se rendaient par dizaines aux forces britanniques. Le PCM fit sa première proposition de cessez-le-feu en 1955, qui échoua car on lui refusa un statut officiel et une amnistie complète. Avec l'aide de maquisards du PCM retournés contre leurs anciens camarades et d'avions équipés de haut-parleurs, les services de renseignement britanniques parvinrent à démoraliser le reste des maquisards disséminés dans la jungle.

L'Indépendance

L'indépendance de la Malaisie fut déclarée le 31 août 1957, mais l'« *état d'urgence* » fut maintenu jusqu'en 1960. Les Britanniques remirent le pouvoir à une personnalité consensuelle, Jaafar Abdul Rahman, qui se consacra à préserver l'unité du pays et à panser les cicatrices de la colonisation, de la Guerre mondiale et de la contre-insurrection. Un petit groupe de maquisards continua de se battre : Chin Peng resta dans la jungle du nord de la Malaisie pendant des décennies, mais le PCM ne joua plus qu'un rôle marginal.

À l'indépendance, 85 % des revenus du pays à l'exportation provenaient toujours de l'étain et du caoutchouc, et environ 70 % des profits réalisés par les entreprises allaient à l'étranger, principalement au Royaume-Uni. 70 % du commerce extérieur et 75 % des plantations étaient toujours entre les mains de groupes européens. En 1972, 80 % de l'extraction de minerais, 62 % de la production manufacturière et 58 % du secteur de la construction étaient contrôlés par des compagnies européennes, essentiellement britanniques. Pour Londres, malgré l'indépendance, la guerre était bel et bien gagnée.

Arthur Lopic

[1] Voir par exemple *Malaya, 1948 : Britain's "Asian Cold War" ?*, par Phillip Deery, International Center for Advanced Studies, avril 2002.

[2] *PRO CAB 129/28, CP(48) 171, Cabinet memorandum*, 1er juillet 1948.

[3] *Malaya, 1948 : Britain's "Asian Cold War" ?*, Op.Cit.

[4] *Web of Deceit : Britain's real role in the world*, par Mark Curtis, Vintage, 2003.

[5] Op.Cit.

[6] Voir nos articles « [Les morts de l'ombre en Irak](#) » et « [Irak : l'armée de Sa Majesté aussi emploie des " contractants civils " »](#) »

[7] *Web of Deceit : Britain's real role in the world*, Op.Cit.

[8] T. Terrom à J. Higham, 30 avril 1952, PRO, CO 1022/45/SEA 10/162/02., cité dans *Web of Deceit : Britain's real role in the world*, Op.Cit.

[9] Au centre de l'Irak, où la végétation est rare, les États-Unis n'ont pas eu besoin de recourir aux défoliants pour détruire les forêts. Ils ont arraché au bulldozer toutes les palmeraies à l'entour des grandes villes.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

L'Empire veut recruter des supplétifs

Analyse

Le secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, se réjouit à l'avance dans l'*International Herald Tribune* du prochain sommet de l'Alliance, les 28 et 29 juin à Istanbul. Washington entend utiliser cette réunion pour redéfinir plus explicitement la transformation de l'Alliance : elle n'aurait plus comme objectif la défense mutuelle de ses membres lorsqu'ils sont attaqués, mais la stabilité mondiale via des interventions extérieures. M. de Hoop Scheffer poussera à un déploiement de l'OTAN en Irak pour soulager le Pentagone du fardeau d'une occupation tous les jours plus difficile et coûteuse. Sa tactique diplomatique sera simple : ainsi qu'il l'indique dans sa tribune, il feindra d'interpréter la résolution 1546 du Conseil de sécurité comme un soutien au gouvernement intérimaire et de demandera à chacun de le traduire en actes.

S'engouffrant dans la brèche, Ian Bremmer et Nikolas Gvosdev proposent dans le même quotidien que la Fédération de Russie soit associée plus étroitement à l'OTAN, y compris en partageant ses bases militaires, pour garantir au mieux la stabilité, tout au moins au niveau régional. L'ennemi d'hier deviendrait une pièce maîtresse du nouveau dispositif impérial, ne laissant plus aucune chance aux révoltes et dissidences régionales.

Dans les colonnes des journaux, l'Empire est invincible, mais dans la réalité on ne voit pas pourquoi les Européens iraient mourir pour que les automobilistes états-unis disposent de pétrole irakien, ni pourquoi les Russes devraient prêter leur concours au démantèlement de leur zone d'influence.

José Miguel Vivanco et Daniel Wilkinson de Human Rights Watch alertent les lecteurs du *Washington Post* face aux prémisses d'une dictature chaviste au Venezuela. Selon eux, le président, qui a été desservi par la partialité de la Cour suprême, serait en train de refaçonner la haute juridiction à sa convenance. La

communauté internationale qui avait protesté contre le coup d'État anti-Chavez de 2002 devrait identiquement se mobiliser, cette fois en défendant la démocratie face à Chavez. L'argument est de mauvaise foi : en réalité, les anti-chavistes s'inquiètent des estimations électorales qui montrent l'impossibilité de renverser le président par les urnes. Il ne leur reste que deux possibilités, soit utiliser leurs appuis à la Cour suprême pour faire déclarer Chavez inéligible, soit déclencher la guerre civile et appeler le Pentagone au secours. Pour crédibiliser leur argument, MM. Vivanco et Wilkinson s'accordent à prétendre que la communauté internationale s'éleva contre le coup d'État de 2002. **C'est malheureusement faux** : dans une déclaration commune, les États-Unis et l'Espagne s'en étaient félicités. La suite des événements montra que les deux pays l'avaient fomenté. D'où l'on peut conclure que nos auteurs appellent Washington et Madrid à rééditer leur forfait.

Stephen F. Hayes rappelle à l'ordre la Commission d'enquête « indépendante » sur le 11 septembre. Celle-ci, qui rappelons-le n'a conduit aucune investigation sur les attentats eux-mêmes, mais uniquement sur les réactions de l'État aux attentats, s'est fendue d'un rapport d'étape. Elle a relevé qu'il n'existe aucun élément permettant de lier le 11 septembre à l'Irak. Ce que le président Bush en personne s'est empressé de démentir, bien qu'il ait lui-même formé et nommé la dite commission. Par glissements progressifs, le débat s'est déplacé vers les liens entre Al Qaïda et l'Irak. Or, Stephen F. Hayes fut un maillon central de cette intoxication. C'est lui qui fit « fuiter » dans son hebdomadaire, le *Weekly Standard*, le rapport bidon du Pentagone. Il revient donc à la charge dans le *Los Angeles Times* pour nous redire que les vessies sont des lanternes. Après s'être caché derrière quelques autorités officielles actuelles, il s'appuie sur une intox de l'administration Clinton : l'usine d'Al-Shifa (Soudan) aurait servi à Al Qaïda à fabriquer des armes de destruction massive selon une technologie irakienne. Las, cette affaire a été dégonflée depuis longtemps par une Commission d'enquête de l'ONU et Bill Clinton avait présenté des excuses.

Enfin, *Le Monde* reproduit l'appel de Samir Frangié pour un autre Liban, signé par plus de 2000 personnes. Le leader maronite y fait son *mea culpa* avant de proposer de tourner la page et de reconstruire un Liban émancipé de la tutelle syrienne. Tout appel à la réconciliation doit être pris au sérieux, cependant M. Frangié n'est pas le mieux placé pour le lancer et les signatures de quelques personnalités d'autres communautés ne suffissent pas à dissiper ce malaise. En outre, aucune proposition de retrait syrien au nom de la souveraineté nationale ne peut être crédible si elle ne s'accompagne d'une même volonté d'indépendance face à Israël et aux États-Unis dont les noms ne sont pas même cités.

Réseau Voltaire

Jaap de Hoop Scheffer



Ancien ministre chrétien-démocrate des Affaires étrangères des Pays-Bas, Jaap de Hoop Scheffer est secrétaire général de l'OTAN.

« OTAN : regarder vers l'Irak, l'Afghanistan et au-delà »

Source : International Herald Tribune

Référence : « NATO : Looking to Iraq, Afghanistan and beyond », par Jaap de Hoop Scheffer, *International Herald Tribune*, 22 juin 2004.

Le sommet de l'OTAN à Istanbul à la fin juin achèvera un mois de négociations au plus haut niveau. Elles ont commencé avec les commémorations du débarquement de Normandie, et ont inclus la question de l'Irak.

Notre sommet aura lieu seulement quelques jours avant que le gouvernement intérimaire prenne l'autorité et la responsabilité du futur de l'Irak. Il devra décider sous quelle forme, la communauté internationale peut aider le pays, y compris l'OTAN. Aujourd'hui, l'Alliance aide la division menée par la Pologne et beaucoup des alliés nord-atlantiques ont des troupes dans le pays sous leur bannière nationale. La résolution 1546 montre la volonté de la communauté internationale de soutenir le gouvernement intérimaire et l'OTAN devra discuter de la façon dont les alliés pourraient étendre leur aide. Je pense que la communauté internationale a intérêt à la stabilisation de l'Irak, comme à celle de l'Afghanistan.

En Afghanistan, l'OTAN joue déjà un rôle en sécurisant la capitale et devrait étendre sa présence à tout le pays. L'Afghanistan n'est pas qu'un défi immédiat, c'est aussi l'exemple du type d'opération auquel l'Alliance doit être préparée dans notre traditionnelle aire d'opération. Il faut donc être prêts à assumer ce genre de mission. Nous devons nous préparer pour le futur et disposer des technologies adaptées.

À Istanbul, je suis également confiant dans le fait que nous allons ouvrir un dialogue de sécurité avec le Grand Moyen-Orient. Le dialogue doit détruire les stéréotypes et faire naître la confiance. Ce sommet devrait confirmer le rôle de l'OTAN dans les missions de maintien de la paix sur de nouveaux théâtres d'opération, développer notre capacité à construire la paix via le dialogue et confirmer notre modernisation.

Ian Bremmer, Nikolas Gvosdev



Ian Bremmer est président de l'Eurasia Group et membre du World Policy Institute.



Nikolas Gvosdev est chercheur au Nixon Center et directeur exécutif de *The National Interest*.

« OTAN : pourquoi ne pas vraiment faire de la Russie un partenaire ? »

Source : International Herald Tribune

Référence : « NATO : Why not really make Russia a partner ? », par Ian Bremmer et Nikolas Gvosdev, *International Herald Tribune*, 22 juin 2004.

Deux ans après le conseil Russie-OTAN qui avait pour but de construire un « pont de sécurité en Europe », 47 % des Russes considèrent encore que l'OTAN est une menace pour leur sécurité nationale. Tant que le partenariat entre la Russie et l'OTAN en reste au stade des déclarations et des consultations, nous raterons les occasions pour refonder la sécurité dans toute l'Eurasie.

L'objectif premier de l'OTAN est d'empêcher tout pays, y compris la Russie, d'utiliser la force pour dominer ses voisins, mais la tâche de l'OTAN n'est pas de faire disparaître la Russie en tant que puissance économique. Si les États-Unis veulent étendre une zone de paix et de sécurité en Eurasie, l'OTAN ne peut être vue comme un moyen de mettre la Russie sur la touche. Le « Grand Jeu » pour le contrôle de l'Eurasie est terminé. La Russie n'a pas réussi à monopoliser tous les moyens de transport de matières énergétiques de la région, mais le gaz continue de passer par son territoire et elle a les moyens de ruiner tous les plans occidentaux qui ne tiendraient pas compte de ses intérêts dans la région.

La Russie continue à disposer du plus efficace des réseaux de relation. Pourquoi ne pas travailler ensemble dans la région et lier les capacités de renseignement humain des Russes à la technologie des États-Unis ? Les événements en Géorgie montrent combien le manque de coopération peut causer de sérieuses incompréhensions alors que les États-Unis et la Russie ont tout deux intérêt à ce que la nouvelle administration parvienne à vaincre le crime organisé et les mouvements radicaux dans ce pays. C'est également ce qui se passe au Kirgystan, où les Russes et les États-Unis ont des bases tous les deux alors qu'ils pourraient unifier leurs bases. L'unification des bases est un modèle qui pourrait être étendu à tous les pays de la région. Cela stabiliserait la région.

José Miguel Vivanco, Daniel Wilkinson

José Miguel Vivanco est directeur exécutif de la division Amérique de Human Right Watch.

Daniel Wilkinson est conseiller de la division américaine d'Human Right Watch et auteur de *Silence on the Mountain : Stories of Terror, Betrayal, and Forgetting in Guatemala*.

« Un suprême effort pour empêcher la révocation »

Source : Washington Post

Référence : « A Supreme Effort To Stop a Recall », par José Miguel Vivanco et Daniel Wilkinson, *Washington Post*, 22 juin 2004.

Quand **Hugo Chavez** a été renversé par un coup d'État en 2002, la communauté internationale a condamné l'assaut contre l'ordre constitutionnel. Aujourd'hui où il fait face à un référendum de révocation en août 2004, c'est le gouvernement Chavez qui menace de saper la fragile démocratie.

L'annonce récente de Chavez précisant qu'il accepterait un référendum national sur la fin de son mandat a provoqué l'attention de l'opinion internationale, tout comme le récent sondage montrant qu'il pourrait bien remporter le scrutin. En revanche, la nouvelle loi qui pourrait lui donner un avantage décisif au moment de décompter les votes n'a pas provoqué de réactions. Cette loi fait passer les membres de la Cour suprême de 20 à 32, autorise la coalition gouvernementale de Chavez à utiliser sa maigre majorité pour disposer d'une majorité écrasante dans cette cour et autorise sa coalition à annuler les nominations des membres de la cour y siégeant.

Or c'est cette cour qui déterminera finalement l'aboutissement du référendum et qui décidera, si Chavez était battu, s'il a le droit, ou non de se représenter. Compte tenu du pouvoir de cette cour sur les juridictions inférieures, c'est l'indépendance de tout le pouvoir judiciaire qui est remise en cause. Les partisans de Chavez la justifient en rappelant que la Cour suprême a pris des décisions discutables comme l'acquittement de militaires impliqués dans le coup d'État de 2002. Il est vrai que certains juges ont favorisé l'opposition, mais Chavez et ses partisans auraient alors dû renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire au lieu de favoriser leurs intérêts.

L'Organisation des États américains doit s'appuyer sur sa charte pour condamner cette politique.

Stephen F. Hayes



Stephen F. Hayes est journaliste au *Weekly Standard*. Il est l'auteur de l'article présentant les « fuites » issues du rapport de Douglas J. Feith (Le 6 de pique du régime Bush) sur les liens entre l'Irak et Al Qaïda.

« Malgré le brouillard, le lien avec Al Qaïda existe »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Al Qaeda Link Exists, Despite the Fog », par Stephen F. Hayes, *Los Angeles Times*, 22 juin 2004.

Mercredi dernier, la **Commission d'enquête sur 11 septembre** a émis des conclusions qui ont encore embrouillé une question confuse : la nature de la relation entre l'Irak et Al Qaïda.

La commission a confirmé l'existence de plusieurs contacts entre le renseignement irakien et les terroristes d'Al Qaïda, y compris une rencontre entre un des principaux responsables des services de renseignement irakiens et Oussama Ben Laden en 1994, mais elle nie l'existence de liens ou de collaboration. Cette analyse qui se contredit elle-même a pourtant été reprise par la presse. Cependant, il n'y a rien dans ce rapport qui vient réfuter une connexion entre l'Irak et Al Qaïda et certains membres de la Commission semblent déjà vouloir s'éloigner des conclusions de leurs collègues sur ce thème. Avant de conclure, il faut rappeler les déclarations de **George Tenet** au Sénat, le 7 octobre 2002. Il affirmait que les dirigeants d'Al Qaïda avaient eu des contacts avec des dirigeants irakiens qui pouvaient les aider à obtenir des armes de destruction massive et que des membres d'Al Qaïda avaient reçu des entraînements sur les gaz, les poisons et la fabrications de bombes conventionnelles en Irak. Il renouvela ces conclusions, le 12 février 2003. Les responsables de l'administration Clinton avaient également souligné ce lien après les attentats en Tanzanie et au Kenya de 1998 et ils continuent de maintenir que les frappes au Soudan qui ont suivi ont empêché Al Qaïda d'acquérir des armes chimiques réalisées grâce à une technologie irakienne. Des sources récentes confirment également les liens entre les services de renseignement irakiens et Ansar-al-Islam, une branche d'Al Qaïda. Avec son texte, la **Commission d'enquête sur 11 septembre** a semé le trouble dans les esprits. Elle doit être plus sérieuse dans ses conclusions définitives.

Samir Frangié, Farès Souaid, Mohamed Hussein Chamseddine, Saoud Al- Maoula

Opposant chrétien maronite à la présence syrienne au Liban, Samir Frangié est l'instigateur de l'appel de Beyrouth.

Farès Souaid est député libanais chrétien maronite et porte-parole de l'association Solide (Soutien aux Libanais détenus et exilés). Il est l'un des rédacteur de l'appel de Beyrouth.

Mohamed Hussein Chamseddine est membre du Congrès permanent du dialogue libanais. Il est l'un des rédacteur de l'appel de Beyrouth.

Saoud Al-Maoula est membre du Comité arabe de dialogue islamo-chrétien, tous deux musulmans chiites. Il est l'un des rédacteur de l'appel de Beyrouth.

« Le manifeste de Beyrouth »

Source : Le Monde

Référence : « Le manifeste de Beyrouth », par Samir Frangié, Farès Souaid, Mohamed Hussein Chamseddine et Saoud Al-Maoula, *Le Monde*, 22 juin 2004. Ce texte qui circule au Liban a été approuvé au moment de sa publication par 2000 personnes.

Nous avons connu toutes les guerres et cru que la violence pouvait être un levier du changement. Nous avons vécu toutes les ségrégations et nous avons imposé et subi toutes les purifications communautaires. Nous avons fait de la religion une identité milicienne et avons rejeté toutes les valeurs dont elle était porteuse. Nous avons recherché l'aide des autres dans les guerres et avons, de ce fait, abdiqué notre indépendance et notre souveraineté. Nous avons été finalement réduits au rang de simples instruments dans « la guerre des autres » sur le sol de notre patrie. Nous reconnaissons notre responsabilité commune, chrétiens et musulmans, dans la guerre qui a ravagé notre pays, et nous estimons que cette reconnaissance est la condition essentielle pour tirer les leçons de la guerre et ne pas être condamnés à répéter nos erreurs. Nous avons retenu la leçon même si elle nous a été enseignée au prix de nombreuses morts et destructions. Nous savons aujourd'hui que la violence n'entraîne que la destruction et la mort et que chrétiens et musulmans sont désormais liés par un même destin, pour le meilleur et pour le pire. Nous pouvons en faire un destin d'ouverture et d'avenir si nous réhabilitons le modèle de convivialité en le libérant des pesanteurs communautaires et des querelles politiciennes, si nous comprenons que l'ouverture à l'autre ne doit pas se limiter au voisinage ou à la simple coexistence, si nous savons gérer les différences en ayant recours au dialogue et au compromis et si nous faisons face aux courants extrémistes. Par contre, si nous restons prisonniers du passé et que nous nous opposons sur les priorités nationales sans voir leur complémentarité, nous pouvons en faire un destin de déchéance.

Nous savons que notre indépendance et notre souveraineté dépendent de notre volonté de rester unis et de créer un État dont l'existence ne soit plus tributaire des changements régionaux et dont le fonctionnement ne soit plus en permanence entravé par les rivalités communautaires. Nous ne voulons plus continuer d'accepter de vivre dans la honte d'un État qui ne respecte pas l'accord qui a mis fin à la guerre, qui ne respecte pas les lois qu'il édicte, qui n'a cessé de dénigrer notre histoire nationale, qui, pour justifier la tutelle qui nous est imposée, proclame que nous sommes incapables de nous gouverner. Nous ne voulons plus de la honte d'un État corrompu dont le fondement principal est la peur dans laquelle il maintient les Libanais par rapport à eux-mêmes et par rapport aux autres. Nous, Libanais de toutes les confessions et de toutes les régions, estimons que le changement est désormais possible parce que nous sommes aujourd'hui plus forts qu'hier parce que nous avons décidé de compter sur nous-mêmes, parce que nous considérons que ce qui nous lie est

beaucoup plus important que ce qui nous divise, parce que nous avons compris que seul le respect du droit nous rend égaux, parce que nous pensons que nous pouvons vivre ensemble égaux et différents. Notre expérience et notre influence via la diaspora nous donnent une chance de contribuer à sortir le monde arabe de la stagnation au moment où la communauté internationale cesse de soutenir les régimes forts et saisi l'importance du modèle démocratique consensuel libanais.

Nous voulons dire à la Syrie que nous ne voulons pas la combattre, mais nous voulons retrouver notre droit à disposer de nous-mêmes. Nous sommes solidaire de la Syrie, mais cette solidarité ne peut se faire tant que le Liban n'est pas reconnu et continue d'être instrumentalisé. Nous voulons parvenir à un compromis historique avec la Syrie.

Nous voulons dire à nos frères palestiniens que nous avons définitivement tourné la page de la guerre dont nous avons tous été victimes. Seul un Liban indépendant et souverain peut les aider à obtenir la reconnaissance de leurs droits nationaux, facteur essentiel de stabilité pour le Liban. Nous rejetons l'exploitation qui est faite de la présence des réfugiés palestiniens au Liban et nous demandons l'octroi aux réfugiés de leurs droits humanitaires. L'État doit, en accord avec l'Autorité palestinienne, exercer sa pleine souveraineté sur les camps palestiniens du Liban et la création d'un État indépendant en Palestine contribuera grandement à régler le problème des réfugiés au Liban.

Nous voulons dire à nos frères arabes que l'arabité ne peut servir de base à une complémentarité entre les pays arabes que si elle se fonde sur le respect mutuel, la reconnaissance du pluralisme, la liberté et l'ouverture sur le monde. Il faut prendre position contre les logiques d'affrontement. Nous nous sommes opposés à la guerre en Irak et nous œuvrons à la création d'un monde plus juste et équilibré. Nous refusons toute tutelle extérieure qui s'exercerait au nom des valeurs de la démocratie et des principes des droits de l'homme. Nous rejetons également toute vision qui, au nom du fondamentalisme religieux, s'approprie la vérité et divise le monde en deux camps antagonistes.

Parmi les signataires de ce texte figurent des personnes qui ont participé à la guerre du Liban, dans un camp ou dans l'autre, mais en ont tiré les enseignements, et d'autres qui ont subi la guerre sans la faire et qui sont aujourd'hui profondément déçues par les occasions manquées de l'après-guerre. Ce texte s'adresse à tous nos concitoyens pour engager avec eux un dialogue sur les thèmes contenus dans cet appel, et parvenir à lancer une nouvelle dynamique pour jeter les bases d'un « autre Liban » dans le cadre d'un « autre monde arabe ».